

serais heureux de répondre à sa question s'il me reste du temps. Il m'en restera, car je vais être très bref. Cela me fera plaisir, parce que je respecte mon honorable ami.

Alors, monsieur le président, il faudrait que nos amis réalisent quand même que c'est beau du «wishful thinking», que c'est beau de dire: «Nous allons réformer le système monétaire canadien, mais nous ne sommes pas les seuls au monde. Plus la science se développera, plus les contacts entre les pays seront nombreux, plus nous serons solidaires les uns des autres. Au point de vue monétaire, nous le sommes probablement plus que dans n'importe quel autre secteur. Voilà ce qu'est le «wishful thinking».

J'excuse la plupart de mes amis, parce que je les crois sincères, mais, à mon avis, c'est pratiquer la démagogie envers une population qui n'est pas renseignée que d'aller lui faire croire que ces choses-là pourraient se produire, grâce à une baguette magique qui viendrait réformer tout le système.

Monsieur le président, je m'élève pour relever l'honneur du Canada et celui du gouvernement actuel. Je m'élève contre la déclaration à l'effet que ce gouvernement serait malhonnête dans ses représentations. Je m'élève contre l'affirmation qui laissait croire que ce gouvernement n'a pas tenu ses promesses, puisqu'il a dépensé 400 millions de plus que ce qu'il avait promis de dépenser, surtout en tenant compte que ceux qui lui reprochent cela sont les premiers à requérir du gouvernement des investissements infiniment supérieurs à ses disponibilités actuelles. C'est une inconséquence flagrante qui va probablement persuader tout le public canadien que l'opposition est trop obstinée dans son rôle et que, à un certain point, elle verse dans l'inconséquence et dans l'illogisme.

Monsieur le président, je serais heureux de répondre à la question de mon honorable ami.

M. Latulippe: Monsieur le président, je voudrais poser une question à l'honorable député de Trois-Rivières. Il dit que nous faisons partie d'un «pool» international et que sans ce «pool» international, il serait impossible de financer le Canada.

Je voudrais lui demander si, par exemple, les autres nations, dont les États-Unis, par exemple, l'Angleterre, n'existaient pas, si nous devrions crever de faim, au Canada?

M. Mongrain: Monsieur le président, la question de mon honorable ami, le député de Compton, que je viens de citer et pour qui j'ai beaucoup de respect, est à mon sens un peu illusoire, hypothétique et, jusqu'à un certain point, enfantine.

Il est inconcevable, en effet, d'imaginer pour un instant que le Canada pourrait subsister si les États-Unis, l'Angleterre, la France

et l'Allemagne n'existaient pas. Il est presque enfantin de parler de choses tellement hypothétiques.

Nous sommes plus que jamais, monsieur le président, à une époque où tout l'univers, même les États-Unis, qui sont probablement la nation la plus riche au monde, est dépendant de toute l'économie des autres pays, au point que s'il arrive, par exemple, que l'Angleterre ait des difficultés financières, tous les pays qui font du commerce avec ce pays se rendent compte de la nécessité d'aller la secourir. Les États-Unis—le plus gros fournisseur d'argent au monde, qui est actuellement en train de dépenser des milliards au Vietnam,—condamnent justement les pays qui comptent sur l'argent américain pour vivre et traverser des périodes que nous qualifions de périodes d'inflation ou de difficultés financières, qu'on les appelle comme on voudra. Ce n'est pas tellement cela qui nous intéresse, et c'est accidentellement que j'en parle.

J'aimerais rappeler à mes amis que même s'ils ont parfaitement raison de viser des objectifs humains comme ceux-là, il faut tout de même qu'ils soient réalistes et qu'ils ne rêvent pas, parce qu'on ne soigne pas les maladies ou l'on ne règle pas les problèmes avec des rêves. On règle cela en apportant des solutions concrètes.

• (3.20 p.m.)

Le but de mon intervention, c'est de dire aux députés de l'opposition: «Vous n'êtes pas logiques, vous êtes inconséquents, vous reprochez au gouvernement d'avoir trop dépensé et vous êtes les premiers à demander au gouvernement de dépenser plus. Alors, accordons nos violons.»

M. le vice-président: La question de l'honorable député de Compton (M. Latulippe) a incité l'honorable député de Trois-Rivières à commencer un second discours.

M. Mongrain: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Je vous ferai remarquer que j'avais encore du temps à ma disposition, mais je vous remercie quand même, car j'ai terminé mes observations.

[Traduction]

M. Nielsen: Monsieur le président, le député de Trois-Rivières est certainement à l'endroit qui lui convient. Il était beaucoup plus intéressant...

[Français]

M. Mongrain: Monsieur le président, je pose la question de privilège...

[Traduction]

En ce qui concerne mon honorable ami, monsieur le président, je pose la question de